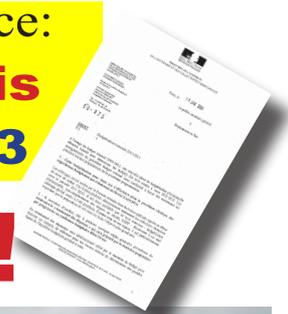
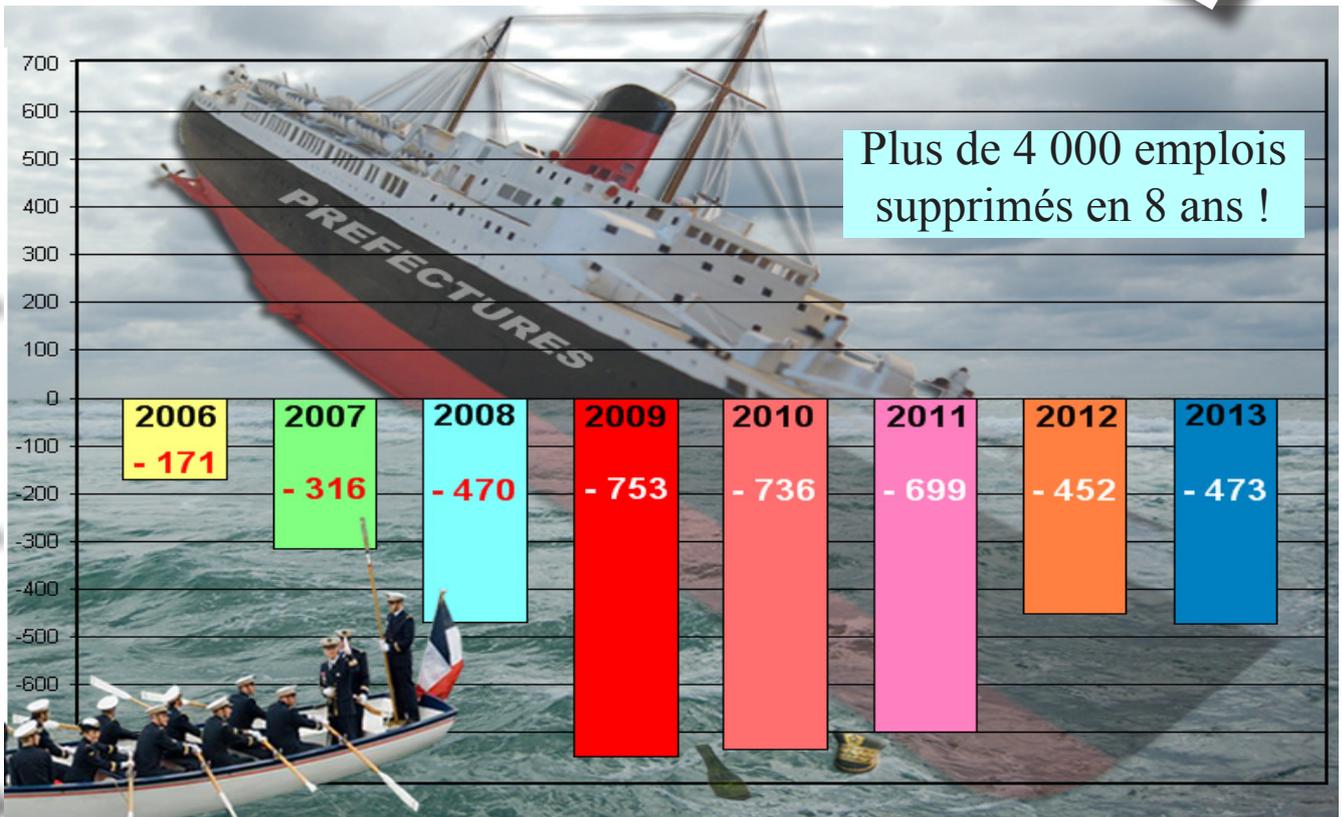


Le 16 avril 2010

**FO** a récupéré la circulaire qui annonce:  
**1624 suppressions d'emplois**  
prévues pour la période **2011-2013**



# On prend l'eau !



**Jusqu'où iront-ils ? FO dit une nouvelle fois STOP !**

Ces nouvelles réductions d'emplois vont conduire inévitablement à accentuer la baisse du nombre de recrutements et impacter **les promotions de corps et les avancements de grade**.

C'est donc bien un avenir funeste qui attend les personnels, car la réalité sur le terrain, c'est aussi :

- le **décrochage assuré entre l'activité des services et les effectifs** avec pour conséquence les retards de traitement des dossiers et l'allongement des files d'attentes notamment pour les guichets et la recrudescence des incivilités,

- l'**accentuation du stress** des agents,
- la **détérioration des conditions de travail**,

et, au final, une **baisse de la qualité de l'accueil** qui s'oppose aux attentes des citoyens qui réclament, avec **FO**, un service public de qualité garantissant l'égalité d'accès et de traitement de tous sur l'ensemble du territoire.

La gestion des effectifs épinglée par l'Assemblée Nationale

Sur les effectifs, le **député Marc LE FUR**, Vice-Président de l'Assemblée Nationale, **Rapporteur spécial au nom de la commission des finances** chargé du rapport sur l'Administration générale et territoriale de l'État observe que :

«*l'administration préfectorale, qui exerce pourtant une mission régalienne de l'État, accepte chaque année des réductions d'effectifs supérieures à celles consenties en moyenne par l'ensemble des administrations. La moindre des contreparties serait que l'État respecte, de son côté, ses engagements.*»

**Le 4 mai 2010, votez et faites voter FO !**

Ensemble, plus forts, plus proches !